

Organisations paysannes Services et servitudes	1
Gestion des risques Éviter le yo-yo des prix	3
Riz Les revers d'un succès	4
EN BREF	6
REPÈRES	10
PUBLICATIONS	11
ENTRE NOUS	14
POINT DE VUE Filières agricoles Le coton, exemple à suivre	16

Site Web : spore.cta.int



Dans ce numéro

Rien n'est jamais
parfait. Si les
organisations

paysannes assument désormais de nombreux services pour leurs membres, ce qui en soi est une belle avancée, c'est aussi pour elles une bien lourde charge. Le riz connaît un succès planétaire auprès des consommateurs, mais de nombreux pays ACP sont du coup contraints d'en importer massivement au détriment de leurs propres producteurs. Toute initiative, toute activité comporte des aléas et des risques, tout particulièrement la production agricole soumise à de nombreuses incertitudes climatiques et commerciales. Pour en atténuer les effets, la seule solution est d'anticiper et d'assurer les agriculteurs.

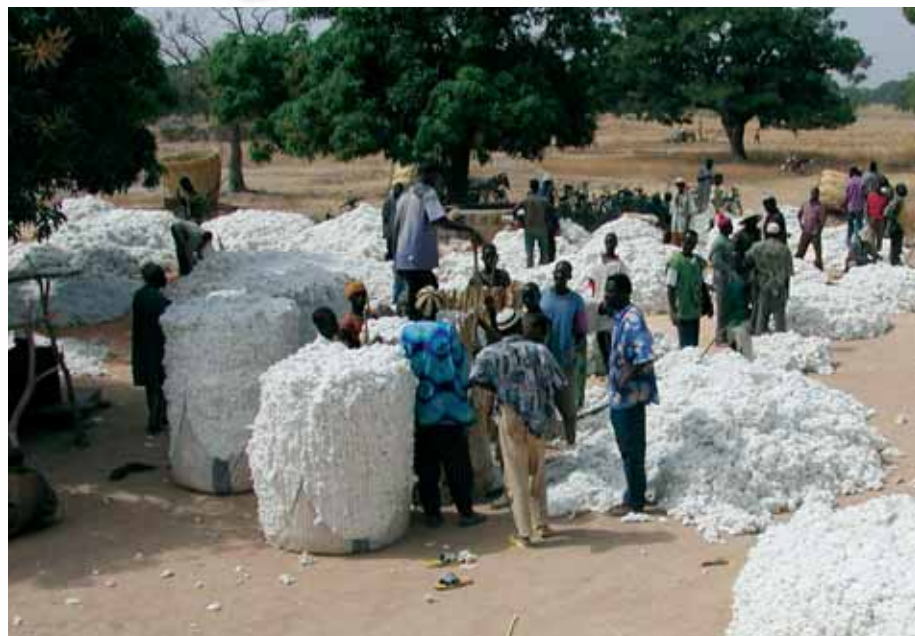


Photo : S. Ouattara © Sylla International

Organisations paysannes

Services et servitudes

De l'approvisionnement en intrants à la commercialisation des productions agricoles, de nombreuses fonctions économiques sont aujourd'hui dévolues aux organisations paysannes, qui remplacent souvent les services des États. Pour les mener à bien, elles ont besoin d'un long apprentissage et d'appuis solides.

Les organisations paysannes africaines sont très occupées. Elles sont même parfois débordées par les multiples tâches qui leur échoient depuis que les États ont privatisé ou démantelé les sociétés de développement qui assuraient les services aux agriculteurs. Celles qui fédèrent de nombreux groupements de base ou qui regroupent les producteurs d'une filière spécifique doivent aujourd'hui tout à la fois défendre les intérêts des agriculteurs auprès de leur gouvernement, voire de l'Organisation mondiale du commerce (voir *Spore* 114), assurer l'approvisionnement en intrants de leurs membres, s'impliquer dans la commercialisation, monter des systèmes de microcrédit, former les agriculteurs et travailler avec les chercheurs (voir *Spore* 113)...

Les États se sont retirés en tout premier lieu des fonctions économiques : crédit, approvisionnement en intrants, commercialisation, transformation et exportation pour les cultures de rente. Là où ces activités sont rentables, les opérateurs privés ont pris rapidement la relève. Dans les régions plus isolées, ce sont les organisations de producteurs qui, tout particulièrement en Afrique de l'Ouest, tentent de combler les vides laissés par l'État.

La plupart des fédérations de producteurs, souvent jeunes et sans expérience, sont peu préparées à prendre en main ces fonctions. Organiser l'approvisionnement des paysans en engrais et pesticides, souvent le premier service qu'elles mettent sur pied, nécessite, par exemple, de savoir négocier avec les

fabricants ou les importateurs de produits, de juger de leur qualité et de leur adéquation aux besoins des agriculteurs, d'organiser leur distribution, de s'assurer du paiement ou du remboursement du crédit, autant de tâches qui ne s'improvisent pas, surtout lorsqu'elles impliquent plusieurs milliers d'agriculteurs.

Vendre et transformer les productions

Peu à peu, cependant, les organisations prennent en main les services de base, indispensables au développement agricole. Certaines vont plus loin et se lancent dans la commercialisation.

Au Cameroun, la Fédération des unions de producteurs de cacao du Mbam (FUPROCAM) regroupe 92 Groupes d'initiatives communes de base (GIC), soit plus de 4 000 producteurs de cacao. Confrontée à la chute des cours du cacao dans les années 1990 et à l'abandon total de la filière par l'État, elle s'est peu à peu organisée pour vendre engrais et pesticides à ses planteurs, leur assurer des crédits et, plus récemment, commercialiser le cacao. Le système retenu est celui de la vente aux enchères de toute la production d'un village aux acheteurs convoqués un jour fixé à l'avance. Les planteurs vendent ainsi le kilo de cacao 100 FCFA (0,15 €) de plus que les producteurs isolés. L'ambition de la fédération est de pouvoir s'équiper de magasins de stockage et de s'organiser pour vendre directement 3 000 tonnes de cacao d'ici 2006 à un prix supérieur de 150 FCFA (0,22 €) au cours normal.

Désireux de tirer un meilleur profit de leurs produits, en général destinés à l'exportation, d'autres investissent dans la transformation. C'est ainsi que l'Union régionale des entreprises coopératives de la zone des savanes de Côte d'Ivoire (URECOS-CI) souhaite maîtriser toute la filière cotonnière jusqu'à la commercialisation de la fibre. Elle a investi dans une société d'égrenage du coton, la Société industrielle cotonnière des

savanes (SICOSA), en partenariat avec deux entreprises privées, et construit, en 2002, une usine à Korhogo. Celle-ci achète le coton-graine des coopératives membres de la fédération. Depuis 2004, l'union régionale détient également 35 % des parts d'une seconde usine d'égrenage.

Au Burkina Faso, les producteurs de coton détiennent un tiers du capital de la Société des fibres textiles (SOFITEX), en cours de privatisation partielle. Ils ont aussi des parts dans la société cotonnière du Gourma, la SOCOMA, filiale de l'entreprise française Dagrès, qui a racheté la zone Est de la SOFITEX. Les agriculteurs du Nord-Cameroun ont prévu de faire de même et ont déjà constitué un important capital afin de racheter la Société de développement du coton (SODECOTON) quand elle sera privatisée.

Dans les autres filières d'exportation, les producteurs n'ont pour l'instant pas réussi à s'introduire dans les entreprises, souvent des multinationales, qui dominent les filières et avec lesquelles ils ne peuvent pas rivaliser. Dans les pays anglophones, comme au Ghana, les organisations de producteurs sont encore rares, selon un rapport du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Seules fonctionnent celles initiées par les entreprises privées, qui occupent une place importante dans le pays. C'est le cas de la compagnie cotonnière ghanéenne (GCC), qui incite les producteurs de coton à se regrouper pour vendre leur production et faire connaître leurs besoins.

Un long apprentissage

Pour faire face à ce qu'attendent d'elles les États et les bailleurs de fonds, les organisations sont très démunies. "On constate souvent que les partenaires extérieurs attendent des organisations de producteurs une perfection peu réaliste", note un document de la Banque mondiale. En effet, elles manquent de ressources humaines, de compétences et de moyens. Les responsables ont besoin

d'apprendre à négocier des contrats, gérer des budgets, représenter les intérêts de l'ensemble des membres de l'association et peu à peu à devenir autonomes.

Pour être efficaces, les apprentissages doivent s'étendre sur 8 à 10 ans, estime la Banque mondiale dans son programme des Services agricoles et des organisations de producteurs (PSAOP). Cela va de la mise en place d'un service d'information pour les agriculteurs à une formation en comptabilité ou à la gestion des conflits internes.

La formation des responsables de ces organisations qui jouent un rôle primordial est particulièrement importante. Elle passe par des échanges d'expériences avec d'autres leaders, la participation à des réunions pour confronter leurs idées et leurs difficultés. Au Kenya, la Fédération nationale des agriculteurs du Kenya (KENFAP), une organisation créée en 1947, plusieurs fois restructurée, mentionne toujours dans son programme d'activités 2003-2007 d'importants besoins de formation de ses leaders et de ses associations membres.

Lorsque ce renforcement des capacités porte sur des organisations travaillant dans des secteurs rentables, les résultats peuvent se faire rapidement sentir. En Zambie, la ligue des coopératives des États-Unis d'Amérique (CLUSA) a ainsi appris aux organisations de producteurs à organiser l'ensemble d'une campagne agricole, de l'achat d'intrants à la vente des produits exportés en Afrique du Sud.

Avoir les moyens de l'action

Renforcer les capacités institutionnelles des organisations de producteurs est primordial, mais il faut aussi leur donner les moyens de mettre en œuvre leurs actions. L'absence de fonds de roulement et d'un minimum d'infrastructures bloque souvent leurs initiatives. Indispensable, l'aide apportée par les bailleurs de fonds et les divers organismes peut parfois avoir des effets pervers. Elle introduit des disparités souvent fortes entre les organisations aidées, parfois même courtisées, et celles qui ne le sont pas. Si elle est mal conçue, elle risque aussi de déconnecter les responsables de leur base, leur faisant perdre leur indispensable représentativité des communautés.

En outre, les fédérations de producteurs se heurtent à de grandes difficultés liées à l'environnement local : manque de fiabilité de leurs partenaires privés ou publics, quasi-impossibilité d'avoir des recours juridiques en cas de litiges et poids économique trop faible face aux commerçants pour obtenir des conditions intéressantes. Quant aux États, ils ne jouent pas toujours leur rôle : fixer des règles et veiller à leur respect.

Les organisations paysannes n'ont pas le choix : elles doivent réussir pour que l'agriculture de leurs pays progresse. La tâche est immense et les premiers pas sont les plus difficiles. Certaines organisations les ont déjà franchis et affrontent avec succès un milieu difficile qu'elles contribuent à faire évoluer.



Photo : S. Ouattara © Sylla International

Les membres des organisations paysannes ont appris à décider ensemble de leurs besoins

Éviter le yo-yo des prix

L'agriculture est lourde d'incertitudes. Du semis à la vente des récoltes, les risques sont partout. Le défi consiste à rendre prévisibles les revenus agricoles, sans distorsion des marchés.



Photo : Conit © FAO/17881

Les agriculteurs le savent bien, vivre de la terre présente des risques. Tout d'abord, il faut compter avec la météo. La récolte peut être à tout moment compromise ou endommagée. Puis il y a les parasites et les maladies. Une invasion de criquets peut dévaster un champ en quelques minutes. Enfin, et ce n'est pas le moindre des maux, il y a l'incertitude du marché. L'agriculteur trouvera-t-il un acheteur ? Combien vaudront les fruits de son travail ? Difficile de dormir sur ses deux oreilles... De nos jours, la chute des prix des récoltes est l'une des pires menaces qui planent sur les agriculteurs.

Depuis le début des années 1990, la libéralisation du commerce et des prix des produits agricoles dans les pays du Sud a fait glisser les risques auparavant assumés par les gouvernements vers les agriculteurs. Autrefois à l'abri des caprices du marché mondial, les producteurs de nombre de pays ACP en subissent à présent les effets. Comble de malchance, la volatilité des prix est plus grande pour les produits vendus par les pays les plus pauvres.

De 1961 à 2001, les chiffres de la FAO montrent une variation des prix de 27 % par rapport à la moyenne pour leurs exportations, contre 14 % pour les pays développés. Cette instabilité frappe particulièrement les produits tropicaux : les prix du cacao, du sucre et, de façon plus spectaculaire encore,

du café ont fortement fluctué au cours de ces vingt dernières années.

Jouer la sécurité

Les modifications des prix des céréales posent un sérieux problème aux petits agriculteurs ACP, qui disposent de peu de capitaux et d'un accès limité au crédit. Afin de s'assurer un revenu minimal, nombre d'entre eux adoptent des systèmes de production limitant risque et rendement, mais ces stratégies sont synonymes de revenus et d'accumulation du capital moins importants. Diverses mesures ont été prises pour essayer de protéger les producteurs des risques sur les prix. Les gouvernements ont établi des prix plancher, des prix minimums et créé des subventions. Des accords internationaux tentent de contrôler les prix en jouant sur l'offre internationale, tandis que des instruments compensatoires tels que les mécanismes de l'Union européenne – STABEX, SYSMIN et plus récemment FLEX – essaient de protéger les producteurs des pays ACP. Mais interférer sur les marchés des produits de base est coûteux et ne garantit pas le succès, et les financements compensatoires posent nombre de problèmes.

Dans les pays à revenu élevé, des outils qui protègent les producteurs des effets de la volatilité des prix sont largement utilisés, mais des barrières limitent l'accès des producteurs du Sud à ces marchés. Au vu de la

faiblesse des volumes individuels de production, l'émergence d'institutions intermédiaires permettant des économies d'échelle apparaît vitale. On envisage de plus en plus souvent de faire appel aux associations paysannes pour permettre aux petits exploitants de disposer de l'outil de gestion du risque qui leur fait défaut. En Ouganda, deux unions coopératives cotonnières, la North Bukedi Cotton Company et la Lango Cooperative Union, utilisent les marchés à terme et à options. La première s'est servie de son accès aux marchés de gestion des risques pour garantir des prix minimums.

Selon les experts de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), il existe, pour une association agricole, plusieurs modes de gestion des risques : définir un prix fixe ou minimum pour les contrats à terme ou instaurer une assurance sur les prix grâce à l'achat d'options à hauteur du prix et du volume fixés par les agriculteurs. Les associations peuvent créer des fonds de stabilisation en conservant des réserves en période de prix élevés et assurer la qualité et les délais de livraison pour stabiliser les prix. Ces associations ont toutefois besoin du soutien des gouvernements et des bailleurs, sous forme de formation et d'appui technique, pour apprendre à manier les instruments de la finance moderne.

Assurer ses arrières

Le groupe de gestion des risques sur les matières premières agricoles (CRM) de la Banque mondiale a exploré les canaux institutionnels qui pourraient grouper et couvrir sur les marchés internationaux les risques liés aux prix pour les petits agriculteurs. Des études de faisabilité ont été lancées au Cameroun, au Costa Rica, en Côte d'Ivoire, en République dominicaine, au Ghana et au Kenya, pour le café, le cacao et le coton. Le CRM tente également de promouvoir une assurance-intempéries pour les producteurs des pays vulnérables. À l'île Maurice, les producteurs de canne à sucre sont maintenant assurés contre les dommages causés par les cyclones. Le groupe de travail international sur la gestion des risques pour les matières premières agricoles des pays en développement (ITF) a créé un ensemble de mécanismes d'assurance sur les prix pour protéger les planteurs de canne à sucre des Fidji des fluctuations des prix. Il a lancé un programme pilote de réduction du risque prix pour le cacao au Ghana.

Le manque d'anticipation des chutes de prix et d'autres désastres peut coûter très cher. "En 2 ans, de 1999 à septembre 2001, la Tanzanie a perdu 800 millions de \$ US sur les exportations de café, dont 750 millions étaient les revenus des agriculteurs", indique Lamon Rutten, responsable de la gestion des risques à la CNUCED. "Si les agriculteurs – ou une entité centrale quelconque – s'étaient protégés contre le risque de chute des prix, ils auraient évité plus de la moitié de ces pertes, même s'ils avaient adopté une stratégie très prudente."

Voir *Repères* page 10

Les revers d'un succès

Dans les pays ACP, les consommateurs urbains ont été les grands gagnants du boom de la production asiatique et américaine de riz des 40 dernières années. Les petits producteurs ont dans l'ensemble eu du mal à résister à cette concurrence. Pourtant, le potentiel du riz local existe, surtout en Afrique.



Photo : © Sylla International

Pour assurer les besoins d'une population mondiale en expansion, en particulier dans les pays du Sud, la production rizicole devra presque doubler d'ici 25 ans, selon la FAO. Dès 2020, l'Asie aura 750 millions de consommateurs de riz supplémentaires, l'Afrique 90 millions et l'Amérique latine et les Caraïbes 50 millions.

Le défi est immense, à la hauteur de celui relevé en quelques décennies par les riziculteurs, qui ont largement contribué à nourrir la planète. En 40 ans, la production mondiale de riz a connu un essor considérable. La récolte annuelle qui, en 1960, dépassait à peine 200 millions de tonnes de riz paddy (grains non décortiqués) a triplé. Elle atteint aujourd'hui environ 600 millions de tonnes de paddy, équivalant à quelque 400 millions de tonnes de riz décortiqué dit "blanchi".

Le riz est l'aliment de base de 2,6 milliards de personnes. Il reste la céréale asiatique par excellence puisqu'il pousse à 92 % sur ce continent contre à peine 5 % en Amérique et dans les Caraïbes, 3 % en Afrique, la production de l'Europe étant marginale. La quasi-totalité des variétés cultivées dans le monde appartient à l'espèce *Oriza sativa*, originaire d'Asie. *Oriza glaberrima*, originaire d'Afrique, n'est pas cultivée hors du continent. En Asie, la formidable expansion du riz tient notamment à l'introduction de

nouvelles variétés et à l'utilisation d'intrants, la fameuse Révolution verte, qui a permis entre 1966 et 1996 à la production d'augmenter plus vite que la population. Mais ce modèle a désormais atteint ses limites, en particulier écologiques : les rendements ne progressent plus en Asie, où l'augmentation des surfaces cultivées en irrigué n'est plus envisageable faute de sols et d'eau.

La récolte plafonne

Les pays ACP, eux aussi, ont vu dans le même temps la superficie de leurs rizières, leurs rendements et leurs récoltes augmenter. Avec une production de 19 millions de tonnes, l'Afrique a récolté en 2003 quatre fois plus de riz qu'en 1961. Même phénomène dans les Caraïbes. La République dominicaine et le Guyana ont récolté respectivement cinq et deux fois plus de riz en 2003 qu'en 1961, tandis que le Suriname triplait sa production. En revanche, les pays du Pacifique, hormis les îles Salomon, cultivent moins de riz que dans les années 1960.

Malgré ces performances, la production a tendance à s'essouffler et n'arrive plus à suivre l'évolution démographique. Dans les pays ACP, la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables, en particulier dans les villes, est en jeu.

À l'échelle de la planète, le riz est la céréale qui voyage le moins. Il est, dans la moitié des cas, consommé par la famille qui le cultive ou vendu au village le plus proche dans un rayon d'une douzaine de kilomètres de son lieu de culture. Seuls 5 à 6 % de la production mondiale de riz sont vendus sur le marché international contre 18 % pour le blé. Mais ces exportations sont devenues peu à peu vitales pour de nombreux pays du Sud. Elles se sont mises à gonfler dans les années 1990 à raison de 7 % par an, en moyenne. Elles étaient presque deux fois et demie plus élevées en 2002 qu'en 1990.

Si l'on excepte les États-Unis, troisième exportateur mondial mais dixième producteur, loin derrière les géants que sont la Chine et l'Inde, le commerce mondial de riz

Guyana : l'élan brisé

Le Guyana et le Suriname font partie des rares pays au monde qui n'importent quasiment pas de riz. Non seulement, ils en produisent (respectivement 501 500 et 195 000 tonnes de paddy en 2003), mais ils en exportent d'importantes quantités. En 2002, ils arrivaient respectivement à la 16^e et 22^e place du classement des exportateurs mondiaux.

Au début des années 1990, le Guyana avait connu une expansion rapide de sa production et de ses exportations de riz, favorisées par l'accès au marché européen communautaire. Mais cet élan a été freiné depuis par les mesures de sauvegarde mises en place par l'UE, une concurrence accrue du riz américain sur les marchés régionaux et une chute des prix sur ses principaux marchés.

Les agriculteurs du Guyana, artisans d'un secteur rizicole dynamique, ne reçoivent plus aujourd'hui que la moitié du prix environ qu'ils percevaient lors des années de prospérité.

présente la particularité d'être pour l'essentiel un commerce Sud-Sud : plus de 80 % des échanges se font entre pays du Sud. Les pays asiatiques se retrouvent logiquement dans le peloton de tête des exportateurs (Thaïlande, Inde, Vietnam) mais leurs clients sont disséminés dans le monde entier. Toutefois, on note à partir des années 1980 une forte progression des achats africains. En 2002, quatre des dix plus gros importateurs mondiaux étaient africains : Nigeria, Côte d'Ivoire, Sénégal et Afrique du Sud. L'Afrique importe aujourd'hui dix fois

plus de riz que lors des indépendances et totalise ainsi un quart des importations mondiales.

Cette envolée se manifeste également dans certains pays des Caraïbes qui eux s'approvisionnent aux États-Unis. En 2002, Haïti a dû importer plus de 464 000 tonnes d'équivalent paddy, Cuba 813 000 tonnes. Sans atteindre de tels records, les îles du Pacifique ne sont pas restées à l'écart de cette tendance. Les Fidji et le Vanuatu ont importé cinq fois plus de riz en 2002 qu'en 1961, les îles Salomon dix fois plus.

Ce succès planétaire tient tout d'abord à l'expansion et aux bonnes performances des rizicultures asiatiques et nord-américaines, capables de mettre sur le marché des quantités croissantes de riz à des prix de plus en plus bas. Entre 1997 et 2002, les prix à l'exportation ont presque baissé de moitié, mais on observe depuis 2003 une remontée des cours. Cette réussite s'est conjuguée dans les pays ACP avec une démographie et une urbanisation en forte croissance. Pour nourrir les villes et assurer la sécurité alimentaire de leur pays, les gouvernements ont fait le choix d'importer toujours plus de riz. Cette céréale est devenue un enjeu central dans la formulation des politiques alimentaires des pays ACP.

Les Africains ont pris progressivement goût au riz asiatique introduit par les colonisateurs. Bien adapté aux besoins des urbains car facile et rapide à cuire, il s'est imposé, selon les régions, face aux céréales secondaires et aux tubercules, et même au riz local. Les consommateurs reprochent à ce dernier de contenir trop de déchets et de cailloux qui obligent à le trier. Mal stocké, séché ou mal usiné, il a le défaut de souvent moins gonfler à la cuisson que son rival importé et donc de "moins bien remplir les ventres".

Le boom des importations

Même des pays comme la Côte d'Ivoire, la Guinée ou le Nigeria qui ont joué la carte de l'intensification rizicole ont vu parallèlement leurs importations s'envoler. La Côte d'Ivoire a produit environ 545 000 tonnes de riz équivalent blanchi en 2002 mais elle en a importé 796 000 tonnes. Au Sénégal, malgré des années de campagnes sur le thème "Consommez local", censées faire changer les habitudes alimentaires, la production nationale couvre à peine 20 % des besoins. Même scénario à Haïti qui en 2002 a acheté presque cinq fois plus de riz qu'il n'en a cultivé. La facture est lourde pour ces pays.

La libéralisation des échanges, à partir des années 1980, a amplifié le phénomène dans les pays ACP. Certains États comme le Nigeria ont, à plusieurs reprises, tenté de résister en taxant ou en interdisant les importations de riz. Cette stratégie n'a fait que renforcer la réexportation et la contrebande à partir des pays voisins, tel le Bénin. Sauf exception comme au Guyana ou au Suriname, qui arrivent à exporter du riz, les

producteurs des pays ACP ont rarement pu profiter de l'engouement des villes pour le riz. Faute de politiques agricoles volontaristes et de soutien, ils ont été exposés au vent de la concurrence. Selon une étude menée en 2003, au Bénin, le sac de 50 kg de

En outre, 40 % de la production est assurée par de petits agriculteurs pratiquant la riziculture pluviale, souvent peu productive. Le coût de production du riz sur le continent est supérieur d'un tiers à ce qu'il est en Asie. Pourtant, contrairement à l'Asie, l'Afrique



riz local se vendait environ 20 % plus cher que le riz importé.

Le boom de la demande, satisfaite par des importations massives de riz bon marché, n'a pas permis le développement d'une riziculture locale capable de soutenir la concurrence des importations. En Afrique, la riziculture irriguée reste souvent coûteuse.

Production et importations de riz de quelques pays ACP en 2002

Riz (équivalent blanchi) en tonnes		
	Production	Importations
Monde	383 595 357	26 277 517
Afrique	11 243 473	6 485 613
Nigeria	2 129 064	1 251 718
Madagascar	1 736 845	61 203
Guinée	561 962	356 862
Côte d'Ivoire	545 606	796 727
Ghana	186 760	332 431
Sénégal	118 563	788 645
Caraïbes		
République dominicaine	487 380	1 030
Guyana	295 948	6
Suriname	130 065	12
Haïti	69 368	309 956
Jamaïque	11	55 177

Source : FAO

est encore loin d'avoir développé tout son potentiel rizicole. La mise au point du NERICA (NEw RIce for AFriCA), né d'une hybridation entre un riz africain et un riz asiatique (voir Spore 105 et 112), représente un espoir pour le continent. Différentes variétés de riz pluvial adaptées au climat, résistantes aux maladies et spécifiquement conçues pour les petits riziculteurs d'Afrique sont actuellement diffusées dans dix pays d'Afrique de l'Ouest et testées dans quelques pays d'Afrique centrale et australe.

Le potentiel africain

Lancée en 2002, l'Initiative sur le riz africain prévoit qu'en 2006 la superficie totale des cultures du NERICA atteindra 210 000 hectares pour une production d'environ 750 000 tonnes par an. C'est moins que ce qu'importe actuellement chaque année le seul Sénégal mais c'est un début.

La Révolution verte ne s'est pas faite en un jour. Produire ne suffit pas. En aval des rizières, réduire les pertes post-récolte (qui dans les pays en développement vont de 15 à 50 %), en améliorant le séchage et le stockage, est un défi technique majeur à relever par les filières rizicoles africaines. La remontée des cours du riz sur le marché mondial depuis 2003, liée à la crise du pétrole, pourrait être pour elles une opportunité à saisir.

Exode rural au Malawi

■ La sécheresse et les pénuries alimentaires qui en ont résulté ont conduit, au Malawi, à un exode rural massif, à l'image de ceux déjà observés dans un nombre croissant de pays ACP. Selon UN Habitat, le Programme des Nations unies pour les établissements humains, le taux d'urbanisation du Malawi est actuellement le plus rapide au monde, et seuls de lourds investissements dans les zones rurales permettront à ce pays d'Afrique australe de contenir l'afflux rapide de migrants vers les villes. Alors que le pays reste fondamentalement dépendant de son agriculture, 44 % de ses 11 millions d'habitants devraient vivre en ville d'ici 2015.

Les îles du Pacifique représentées à l'OMC

■ Les pays du Forum des îles du Pacifique ont ouvert une représentation permanente à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Genève. Le Bureau Pacifique a bénéficié d'une subvention de 280 000 € du Fonds européen de développement. Il assurera la représentation régionale des 14 pays ACP du Pacifique à Genève. Il devrait également renforcer la participation active aux débats des pays du Pacifique, membres de l'OMC (Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, îles Salomon) ou observateurs (Samoa, Tonga, Vanuatu).

Un portail sur la pêche

■ L'Institut de recherche pour le développement (IRD, France) vient de lancer un nouveau portail sur "la pêche et les écosystèmes marins dans les pays du Sud". On y trouve une présentation de tous les programmes, les unités de recherche, les observatoires et les bases de données liés à l'IRD et qui travaillent sur la mer. Un important travail de classement a été opéré dans la partie "Documents thématiques", où sept grandes problématiques du monde de la pêche (pêche et biodiversité, aquaculture, méthodes de pêche, études générales, pêche et environnement, éthologie-biologie, économies et gouvernances des pêches) ont été sélectionnées. Pour chacune d'elles, l'IRD a classé les types de documents qui s'y rapportent parmi les communiqués de presse, les fiches scientifiques, les expositions et les pages Web qu'il a publiés les années passées. Un travail de fourmi chez les poissons...

www.peche.ird.fr/

Haute sécurité pour maïs transgénique



Une serre de bio-sécurité pour empêcher toute pollution génétique

■ La construction d'une serre de bio-sécurité, s'élevant à 11,5 millions de dollars US, financée par l'État kenyan et la Fondation Syngenta, située en Suisse, place le Kenya à l'avant-garde de la biotechnologie en Afrique. Cette serre constitue un élément du Projet pour un maïs résistant aux insectes en Afrique (IRMA), qui fait appel à la biotechnologie pour le développement de variétés de cette culture résistant au foreur des tiges. Cet insecte qui dévore 400 000 tonnes de maïs – soit 15 % des récoltes annuelles –

fait perdre chaque année au Kenya 90 millions de dollars US.

La serre de bio-sécurité de niveau II, conçue pour une maîtrise garantie des cultures OGM à un stade expérimental, a été construite au centre de recherche de biotechnologie de l'Institut kenyan de recherche agronomique (KARI). Il s'agit de la première du genre en Afrique de l'Est et de la seconde sur le continent, après l'Afrique du Sud. Cette serre, extrêmement perfectionnée, est hautement sécurisée. Elle comporte un double système

de portes. Des codes secrets et des cartes électroniques en contrôlent l'entrée. Par mesure de précaution, des vitres anti-infraction ont été prévues. Les portes sont scellées de caoutchouc et chaque ouverture munie d'un fin grillage pour empêcher le pollen de s'échapper. En cas de séisme important, le personnel a pour ordre de détruire toute substance et tout produit utilisés dans la serre pour éviter une contamination.

Le projet IRMA est conjointement mené par le KARI et le Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT). Des plants de maïs génétiquement modifiés et contaminés par des maladies sont cultivés et leur résistance analysée. Pour les scientifiques kenyans, il ne s'agira pas de chercher de nouveaux gènes maïs d'analyser l'efficacité des gènes Bt (cry1Ab et cry1Ba) contre les foreurs des tiges qui s'attaquent aux plants de maïs presque partout au Kenya.

Après la tempête

■ Alors que les Caraïbes évaluent les dommages causés par les ouragans *Ivan*, *Frances* et *Jeanne*, on s'efforce de recenser ce qu'il reste du secteur agricole afin de commencer à le reconstruire. Les tempêtes tropicales qui ont sévi dans la région en 2004 ont dévasté les exploitations agricoles et les forêts, semant la mort et la destruction sur leur passage. À Grenade, une des îles les plus touchées, 90 % des bâtiments et des infrastructures ont été détruits ou endommagés ; les deux piliers de l'économie locale que sont le tourisme et l'agriculture ont été anéantis.

Le secteur de la muscade qui assure 10 % des revenus de la Grenade et emploie 8 000 familles a particulièrement souffert : il est complètement ruiné. Le muscadier met, en effet, sept ans pour pousser et produire des fruits. Les autorités affirment que, étant donné la difficulté à relancer ce secteur, il serait bon que l'île envisage de cultiver d'autres produits, comme les fleurs. "Lorsque vous jetez un œil à la ronde et que vous voyez à terre ces grands



Photo : © CARDI

cocotiers qui ont demandé des années pour atteindre leur taille, et que vous considérez le temps de croissance des muscadiers ou des cocotiers, alors vous comprenez ce que la réhabilitation signifie pour nous", déclare Terry Charles, directeur général de la Croix-Rouge à Grenade.

Les plantations de bananes et de cacao ont été totalement dévastées. Pour contribuer à combler ce vide à court terme, l'Institut caribéen de recherche et de développement agricole (CARDI) appuie les agriculteurs dans la culture de plantes vivrières telles que le maïs, la patate douce et les légumes dont le cycle est de trois mois. En

Jamaïque, où selon les estimations, les dommages agricoles s'élèvent à 7 milliards de dollars US, le gouvernement a distribué aux agriculteurs des bons d'achat pour les aider à acheter des semences, des fertilisants et autres intrants. Il aide aussi les pêcheurs à financer leurs parcs détruits par *Ivan* ; d'autres subventions permettront de réparer et de repeupler les étangs.

À Haïti, où 68 % des ménages vivent de l'agriculture, des agences d'aide ont distribué des semences et des outils en prévision des semis d'octobre-novembre 2004 et ont commencé à distribuer des volailles à élever. Selon les autorités, les dommages infligés au secteur agricole à Haïti se chiffrent à 17 millions de dollars US ; 1 200 hectares de riz ont été perdus et presque 2 000 têtes de bétail emportées ou noyées.

La FAO a accordé une aide d'urgence de 400 000 \$ US aux agriculteurs caribéens afin qu'ils reprennent la production et achètent des intrants, des semences et des outils.

Le karité pour couverture

■ De la famille des sapotacées, le karité (*Butyrospermum parkii*) est un arbre sahélien qui pousse spontanément du Sénégal au nord du Cameroun.

Lorsque cet arbre, haut d'une dizaine de mètres, perd ses feuilles, sa floraison commence. Cinq mois plus tard, une quinzaine de kilos de fruits frais, soit 3 à 4 kilogrammes d'amandes sèches, sont commercialisables. Les feuilles tombées sur le sol forment également un terreau propice à la culture maraîchère.

Les populations de l'ouest du Cameroun qui ont fait l'expérience de planter à l'ombre des karités ont obtenu de meilleures récoltes de tubercules (macabo, taro, etc.). Pour capitaliser ces bons résultats, les paysans ont créé une coopérative. Leur objectif est de faire d'une pierre deux coups : récolter les légumes pour le marché local et le beurre de karité pour l'exportation.

L'Association pour la promotion des actions de développement endogène et rural (APADER) avait auparavant

organisé plusieurs réunions d'animation et de sensibilisation à cette technique d'association culturale. Elle a tout d'abord encouragé la culture de légumes sous les arbres.

Cette méthode s'applique d'autant plus facilement que le karité est un arbre à racine pivotante. Sa racine centrale unique s'enfonce droit dans le sol.

L'arbre n'entre donc pas en concurrence avec les plantes qui poussent à ses pieds.

Dans un second temps, l'APADER veut aussi fabriquer du compost à partir des feuilles de karité pour pouvoir fertiliser toutes les parcelles environnantes, avec l'espoir de parvenir aux mêmes résultats que ceux obtenus à l'ombre de l'arbre.



Photo : S. Ouattara © Sylla International

Mise en valeur de la Volta

■ Le bassin de la Volta possèdera bientôt une instance de coordination chargée de répartir équitablement ses ressources hydriques entre les six pays qui occupent cette zone. Un accord a été signé en ce sens le 30 septembre 2004, à Ouagadougou, à l'initiative de l'Union mondiale pour la nature (UICN). Le Ghana et le Burkina Faso, qui représentent à eux deux plus de 80 % des 413 000 km² du bassin, sont les principaux concernés. Grâce à cet accord, financé par la Suède qui prend la relève de fonds norvégiens, des équipes techniques commencent à étudier l'étendue des ressources à partager. Ensuite, un organisme de gouvernance de l'eau, constitué de chacun des États concernés, verra le jour. Ainsi, la Volta, comme les fleuves Niger, Sénégal ou Gambie, possèdera son organisme de mise en valeur, mais aussi de paix.

Futurs agriculteurs de Samoa

■ C'est pour promouvoir l'agriculture en tant qu'option viable pour les jeunes déscolarisés sans emploi que le programme *Futurs agriculteurs de Samoa* a été lancé. L'initiative aidera les jeunes à monter leurs propres exploitations et à se former dans les domaines de l'agroalimentaire, de la commercialisation et de la gestion de l'exploitation. Le programme, qui s'étend à l'agriculture, aux pêcheries et à l'élevage, propose ainsi un vaste choix. Il est financé par la FAO qui offre aussi des formations et des outils. Des jeunes gens de trois villages de l'île Savaii ont déjà commencé à envisager plus sereinement leur avenir agricole.

Les Caraïbes sur la voie organique

■ Les Caraïbes ont fondé l'Association organique régionale (ROA) pour favoriser le développement de l'agriculture biologique dans la région. Une de ses priorités sera de créer un organisme caribéen de certification. De récentes études menées par le CARDI, la société agricole de Trinité-et-Tobago (ASTT) et le CTA ont mis en évidence la croissance rapide du marché des produits organiques, tant sur les marchés régionaux que sur les marchés extra-régionaux. Un grand nombre d'agriculteurs de la région de la communauté des Caraïbes (CARICOM) ont manifesté leur intérêt à s'engager dans ce système de production, affirmant des représentants du CARDI.

Site Web : www.cardi.org

Arracher les bananiers



Photo : © Sylla International

■ En Afrique, la banane est un produit alimentaire de base consommé sous différentes formes. Non seulement on la mange, mais on la boit, car elle sert à fabriquer un vin de banane très apprécié. L'Ouganda, qui en produit 10 millions de tonnes, le Rwanda 1,5 million et la République démocratique du Congo (RDC) près d'un million sont confrontés à de fortes chutes de production en raison d'attaques de la bactérie *Xanthomonas campestris* pv. *musacearum* (voir Spore 106).

À Goma, au Nord-Kivu, à l'est de la RDC, les prix d'un régime de bananes à cuire ont doublé. Au-delà des conséquences économiques, cette maladie risque de poser des problèmes de pénurie aux populations locales dans cette région. "La production de Kichanga et dans le territoire de Rutshuru a baissé d'environ 60 %, nous sommes obligés de recourir aux producteurs de la localité de Bweremana, à 50 km de Goma. Malgré cela, nous ne

parvenons pas à satisfaire les demandes rwandaise et ougandaise, de plus en plus importantes", avoue, impuissant, Masumbuko Butaka, président de l'Association des producteurs et vendeurs de bananes de Bweremana (APROVEB).

Kahindo Ndasimwa, cultivateur à Kichanga, non loin de Goma dans le Nord-Kivu, est inconsolable. "Aujourd'hui, s'exclame-t-il, toute la bananeraie est infectée et je suis obligé de tout raser." Pour lui, comme pour ses voisins, il s'agit d'éviter que la maladie ne se propage de plant en plant. Pourtant, d'après Augustin Milambo, agronome à la FAO-Goma, les agriculteurs ne sont pas toujours prêts à faire ce sacrifice. "Nous faisons tout pour sensibiliser les paysans au remplacement transitoire des bananeraies, afin d'éviter la propagation du virus vers d'autres régions, explique-t-il, mais leur réticence à déraciner leurs bananiers rend très difficile la lutte contre ce fléau." Selon les premières estimations, sur les 2 500 hectares de bananeraies déjà touchés dans cette région, seulement huit ont été arrachés.

L'Afrique de l'Est ne peut pas se passer de bananes

Élever le rat-taupe

■ Très apprécié pour sa chair par les Congolais, le rat-taupe, *Cryptomys mehowi*, a été élevé en captivité au laboratoire du département de biologie de l'université de Kinshasa, en République démocratique du Congo. Ce petit mammifère sauvage souterrain est, comme l'aulacode, victime de surexploitation. Le développement de son élevage contribuerait à la sauvegarde de l'espèce et à un meilleur apport de protéines pour la population du plateau des Batéké. Les essais ont montré que le rat-taupe peut être nourri de tubercules sauvages riches en eau, de manioc et de patates douces.

Grand nettoyage pour l'océan Indien

■ Un projet de 11 millions de dollars US a été lancé pour contenir la pollution de l'ouest de l'océan Indien. Prévu sur 3 ans et financé par le Service pour l'environnement global (GEF) et le gouvernement norvégien, il assistera huit pays d'Afrique de l'Est dans la conception de plans visant à maîtriser les rejets de produits chimiques et autres agents polluants. L'ouest de l'océan Indien – l'une des zones les plus riches au monde en flore et faune sauvages avec ses immenses mangroves, ses herbiers, ses lagons et ses récifs coralliens – compterait plus de 11 000 espèces végétales et animales et plus de 20 % des espèces piscicoles tropicales côtières du monde.

Le droit plus accessible

■ Deux importantes bases de données juridiques internationales sont accessibles en ligne. FAOLEX, de la FAO, représente la plus importante collection électronique de lois et de règlements nationaux, ainsi que de traités internationaux, portant sur l'alimentation, l'agriculture et les ressources naturelles renouvelables. La base ECOLEX, gérée conjointement par la FAO, l'Union mondiale pour la nature (UICN) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), porte plus spécifiquement sur l'environnement. On y trouve, en plus des traités et législations, la jurisprudence et la littérature juridique sur les ressources. Les plus vieux documents consultables en ligne remontent à 1812.

http://faolex.fao.org/faolex_fra/index.htm

www.ecolex.org/ecolex/indexfr.php

Les pays ACP tirent la sonnette d'alarme sur le sucre

■ Si les propositions de la Commission européenne (CE) pour réformer le régime sucre de l'UE étaient adoptées telles quelles, elles mettraient à mal les industries sucrières des pays ACP couverts par le Protocole sucre de l'UE-ACP. Selon eux, elles auraient "de graves conséquences socio-économiques". La CE propose de réduire d'un tiers le prix versé aux producteurs de sucre européens. Une réduction qui s'appliquerait aussi aux 1 295 millions de tonnes de sucre importées chaque année des pays ACP et s'étalerait sur trois ans. Les économies de nombreux pays sont déjà vulnérables et des milliers d'agriculteurs ACP dépendent de la canne à sucre.

Les 19 États ACP exportateurs de sucre réunis à Bruxelles, en octobre 2004, pour répondre à ces propositions ont souligné que le Protocole sucre était un accord commercial préférentiel de long terme entre pays ACP et UE, "comportant des obligations à respecter par toutes les parties contractantes". Selon eux, "l'obligation réside pour l'UE dans le respect des engagements inscrits au Protocole en termes de

garanties des prix, d'accès et de non-limitation de la durée".

Pour ces pays, la baisse des tarifs et le cadre de leur mise en œuvre sont "totalement inacceptables [...] équivalent à une brèche dans les obligations inscrites au Protocole sucre et portant atteinte aux bénéfices dérivés [...] s'accompagnant de graves conséquences sur l'emploi ; l'investissement, le développement rural, la sécurité alimentaire, la protection et la conservation de l'environnement".

Selon le secrétariat du Commonwealth, le Guyana, Maurice, le Swaziland, les Fidji et Belize sont les pays les plus vulnérables en termes de production potentielle et de perte d'emplois. La communauté des Caraïbes (CARICOM) estime la perte à 90 millions de dollars US par an pour la région et avertit des "effets négatifs dramatiques sur l'emploi et le niveau de vie".

La discussion et le dialogue se poursuivent au sein de l'UE. Une décision est attendue pour 2005.



Photo : Bizzari © FAO/18732

Le retour du manioc



Photo : © FARM-Africa

■ Un partenariat entre chercheurs et petits agriculteurs d'Afrique de l'Est a contribué à réimplanter un manioc résistant à la mosaïque, après des années de pertes dues au virus de cette maladie. Les chercheurs de l'Institut de production agricole et animale ougandais, à Namulonge, travaillent aux côtés d'agriculteurs locaux à introduire des variétés résistantes, non contaminées par la maladie. Au-delà de l'amélioration de la production, le projet, financé par le Fonds Maendeleo pour la

technologie agricole, et géré par l'ONG britannique FARM-Africa, vise à renforcer l'économie rurale du centre de l'Ouganda. Il pourrait devenir un modèle d'appui à la production vivrière en Afrique de l'Est et australe.

La diffusion de cultivars résistants et de conseils agronomiques, accompagnée de sites de démonstration, a été prise en charge par des groupements comme l'Association des agriculteurs du district de Nakasongola. La prochaine étape appuiera les agriculteurs dans l'élaboration de stratégies de commercialisation et de transformation de la production excédentaire des variétés améliorées.

Depuis le début de l'épidémie de mosaïque en 1988, les rendements en manioc dans le district de Nakasongola sont tombés en dessous d'une tonne à l'hectare,

et en certains endroits cette culture autrefois majeure n'est plus possible. Avec des variétés résistantes, la petite paysannerie, pierre angulaire de l'économie ougandaise, peut espérer des rendements jusqu'à 9 tonnes/ha. Les agriculteurs ougandais considèrent le manioc, avec la banane, comme l'une de leurs cultures principales. Le manioc constitue aussi une source potentielle importante de revenus pour compenser la chute de ceux tirés du coton, du café et du thé.

D'après le Dr Christie Peacock, de FARM-Africa, "la culture du manioc agonisait avant l'arrivée de cultivars améliorés. Le contraste, à présent visible, entre les plants résistants et les espèces locales a convaincu les agriculteurs de planter les nouvelles variétés. Pour nombre d'entre eux, cela peut signifier un passage de la pauvreté à l'autosuffisance".

Le fourrage africain retrouve sa terre d'origine

■ Avant de servir de pâture aux immenses troupeaux de bétail d'Amérique du Sud, les herbes de la savane africaine ont nourri les herbivores de ce continent pendant des milliers d'années. Les chercheurs souhaitent à présent les réintroduire pour les mettre à la disposition des fermiers africains. De nombreuses herbes africaines (*Brachiaria*) avaient été introduites en Amérique du Sud au XVI^e siècle comme litière pour les esclaves. Elles se sont révélées être d'excellentes plantes fourragères.

Les espèces commerciales de *Brachiaria* présentent de nombreux attraits agronomiques. Elles sont persistantes et poussent sur divers sols ; originaires des savanes africaines, elles supportent très bien le pâturage de grands herbivores. Elles sont également apomictiques, c'est-à-dire qu'elles peuvent se reproduire par voie asexuée et non par graines. Les systèmes racinaires profonds et abondants des *Brachiaria* améliorées leur permettent de bien s'adapter à la sécheresse et à la pauvreté des sols.

Au cours des vingt dernières années, les chercheurs du Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) ont réuni la plus grande collection de *Brachiaria* du monde à Cali, en Colombie.



Photo : © Dr. Ralph Kootstra

Un hybride fourrager hautement productif destiné à l'Afrique

Ils ont identifié plusieurs types supérieurs de *Brachiaria* et développé la première espèce hybride, *cultivar Mulato*, actuellement commercialisée par une société mexicaine, Grupo Papalotla. Il existe à présent des projets permettant aux agriculteurs africains de tirer bénéfice des cultivars de haute qualité de *Brachiaria*.

Le CIAT collabore en Afrique avec les systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA) et l'organisation de recherche agricole éthiopienne (EARO). Grâce à la coopération de l'organisation nationale de recherche agricole (NARO), ce nouvel hybride a déjà été planté en Ouganda et il est prévu d'effectuer des essais

dans les prochains mois sur de petites parcelles en Éthiopie. Papalotla s'est engagé à fournir les semences hybrides et à former les agriculteurs à produire des semences de bonne qualité destinées à l'exportation, générant ainsi des revenus. La compagnie achètera par ailleurs toutes les semences produites par les agriculteurs, un système qui a déjà bien fonctionné en Thaïlande. La priorité sera accordée aux agricultrices les plus modestes.

☛ *Segeen Kelemu*
Centro Internacional de Agricultura Tropical (CIAT)
A. A. 6713, Cali
Colombie
Fax : +57 2 4450 073
E-mail : s.kelemu@cgiar.org

Un code pour du café durable



Photo : © Sylla International

■ Le Code d'usages communs pour la communauté du café (CCCC) a été présenté le 9 septembre 2004, à Hambourg. Ce code de conduite est actuellement testé sur le terrain, au Vietnam et en Ouganda.

Il s'agit d'une initiative du ministère allemand de la

Coopération et de l'Association allemande du café, auxquels se sont joints des syndicats, des producteurs, des géants de la transformation du café tels que Nestlé, Tchibo, Kraft, Sara Lee et des organisations internationales comme l'Organisation internationale des consommateurs (OIC).

Le texte vise à améliorer les revenus des producteurs, à assurer de meilleures conditions de travail aux ouvriers des plantations de café et à renforcer la protection environnementale. À ce stade, ce texte est une simple déclaration d'intention. Il prévoit, par exemple, la traçabilité du café, l'accès facilité au marché pour les petits exploitants, le lien entre qualité du produit et prix. Son ambition est de changer les pratiques pour l'ensemble du marché mondial, depuis la culture, la récolte et la torréfaction jusqu'à la commercialisation, un processus coûteux qui prendra des années. Le code a vocation d'être appliqué dans le monde entier, mais c'est sur une base volontaire que les parties prenantes de la chaîne du café s'engageront à en respecter les principes.

www.sustainable-coffee.net/download/4c-drafts/common-code-fr.pdf

Commerce international et développement

■ Le Centre international sur les échanges commerciaux et le développement durable (ICTSD) propose un portail d'information qui traite des grands thèmes du commerce international en relation avec le développement durable. Il donne accès à des sites regroupant les débats et les décisions sur la propriété intellectuelle, les services, l'Afrique, l'agriculture ou l'environnement. Le site est majoritairement en anglais mais beaucoup de liens donnent accès à des pages françaises.

www.ictsd.org

L'ennemi de mon ennemi

■ La pourriture brune du cacaoyer détruit jusqu'à 80 % des champs de cet arbre en Afrique. Cette maladie est due à un champignon, *Phytophthora sp.*, qui s'attaque aux cabosses de l'arbre. À Yaoundé, au Cameroun, l'Institut de recherche agricole pour le développement (IRAD) cherche à identifier l'ennemi naturel de ce champignon. Pour ce faire, depuis 1999, il isole et multiplie certains micro-organismes avant de les réimplanter sur un arbre malade et de mesurer l'impact sur l'évolution de la pourriture brune. Quelques tests ont déjà été réalisés en plein champ et des essais vont commencer dans trois localités différentes. L'objectif de cette approche est de mettre à la disposition du paysan une méthode de lutte qui soit peu coûteuse et aide à préserver l'environnement. Dans le futur, les ennemis des ennemis du cacaoyer pourraient être multipliés sur place au Cameroun au sein de groupements paysans ou dans des organismes agréés.

IRAD
BP 2067
Yaoundé
Cameroun
Fax : +237 223 35 38

Trop chaud pour le riz

■ Selon de récentes recherches, la hausse de la température globale pourrait être à l'origine d'une forte diminution des rendements en riz. Les chercheurs ont démontré que des températures nocturnes en augmentation associées au réchauffement global affecteraient les rendements. L'étude, menée par l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI) des Philippines, révèle que la production de riz chute de plus de 10 % lorsque les températures nocturnes augmentent de 1,1 °C en saison sèche. Cette hausse est liée aux concentrations croissantes de gaz à effet de serre.

Gérer l'incertitude



Photo : © Sylla International

La gestion des risques sur les matières premières agricoles peut sembler complexe au profane. Une bonne entrée en matière sur la question est offerte par le **groupe de travail international sur la gestion des risques pour les matières premières agricoles des pays en développement** (ITF) dirigé par la Banque mondiale, qui conduit des recherches et des formations sur les outils innovants en la matière. Son but est, entre autres, de diffuser l'information et les méthodes d'utilisation de ces instruments auprès des producteurs et des

organisations. En accord avec sa mission, le groupe de travail a développé un bon site Internet, en anglais, avec une présentation claire des risques liés aux prix et aux aléas climatiques, ainsi que des approches novatrices pour leur gestion par les petits producteurs. On trouve sur ce site une section foire aux questions particulièrement intéressante qui couvre tous les aspects du sujet dans une langue accessible au non-spécialiste.

On voit de plus en plus, dans les associations paysannes, des fournisseurs potentiels d'outils

de gestion des risques aux petits producteurs. La **Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA)**, organisme international accueillant les associations paysannes, est un membre actif de l'ITF.

Pour une analyse pertinente de la façon dont les associations paysannes peuvent fournir à leurs membres des solutions relatives à la gestion des risques, lire *Farmers and Farmers' Associations in Developing Countries and their Use of Modern Financial Instruments*, texte édité par la **Conférence des Nations unies**

sur le commerce et le développement (CNUCED).

La section "matières premières agricoles" du site Web de la CNUCED mérite aussi un détour pour les rapports sur d'autres aspects de la problématique. La gestion des risques sur les matières premières agricoles fait partie de la feuille de route du partenariat UE-Afrique sur le coton. Pour développer ce partenariat, un **Forum UE-Afrique sur le coton** s'est tenu à Paris en juillet 2004, avec l'appui du CTA (voir *Spore* 113) ; son site Web est une excellente source d'information.

Pour en savoir plus

CNUCED

www.unctad.org
Palais des Nations
8-14, avenue de la Paix
1211 Genève 10
Suisse
Fax : +41 22 917 005

FIPA

www.ifap.org
60, rue Saint-Lazare
75009 Paris
France
Fax : +33 1 48 74 72 12
E-mail : ifap@ifap.org

Forum coton

www.forum-coton.org/indexflash.html

ITF

www.itf-commrisk.org

Dans le maquis des organisations paysannes

Trouver des informations sur les activités économiques des organisations paysannes peut sembler facile. Cependant, les études et évaluations qui analysent de façon critique les évolutions en cours ne sont pas légion. Elles sont nombreuses sur l'Afrique de l'Ouest où le mouvement paysan est en plein bouillonnement mais beaucoup plus rares dans les autres pays ACP où la dynamique des organisations paysannes est moins forte.

Certes, toutes les grandes fédérations paysannes disposent d'un site Web sur lequel elles présentent leurs activités, mais il est très difficile d'évaluer celles qui sont réellement menées et leur pertinence.

En Afrique francophone, la source d'information la plus riche est celle du **Réseau développement durable (RéDéV)** et de son groupe de travail sur l'appui aux organisations paysannes. On trouve sur son site 150 documents classés en rubriques claires, présentés en quelques lignes, essentiellement en français. Via ce site, il est aussi possible de participer à des listes de discussion et de demander des informations précises.

Les francophones pourront aussi consulter utilement *Grain de Sel*, la publication de l'Inter-Réseaux, dont les colonnes sont régulièrement ouvertes à ce débat. Le site du **Réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de**

l'Ouest (ROPPO) donne aussi des informations régulièrement actualisées. C'est sur le site de la **Banque mondiale** que les anglophones liront avec profit des analyses et les projets en cours, particulièrement ceux relevant du programme des Services agricoles et des organisations de producteurs (PSAOP). Quelques documents sont aussi disponibles en français.

Pour retrouver les sites des organisations paysannes, vous pouvez vous connecter sur le site de **Paysans du monde**, qui regroupe la présentation de nombreuses structures de tous les pays du monde. Certains sont aussi listés sur le site d'**International Land Coalition**, en partie bilingue.

Pour en savoir plus

Banque mondiale

<http://lnweb18.worldbank.org/ESSD/ardext.nsf/11ByDocName/TopicsProducerOrganizations>
• PSAOP
<http://lnweb18.worldbank.org/ESSD/sdvtxt.nsf/09ByDocName/EvaluationsAfricaRegionSenegalAgriculturalServicesandProducerOrganizationsProject>

Grain de sel

www.inter-reseaux.org/publications/graindesel/graindesel.htm

International Land Coalition

www.landcoalition.org/partners/partact.htm

Paysans du monde

www.agro-info.nl/scripts/website.asp

RéDéV

<http://appui-op.redev.info/index.php>

ROPPO

www.roppa-ao.org/

Publications

Suivre ou précéder les négociations de l'OMC ?



Les pays ACP participent d'autant plus aux négociations sur le commerce des produits agricoles à l'OMC que ce secteur emploie plus de 75 % de leur population active. Pourtant, suivre les enjeux et les intérêts concurrentiels de chacun des participants n'est pas chose aisée. Pour aider au bon déroulement de ce processus, le CTA publie la synthèse d'un séminaire de novembre 2002 sur l'importance et le rôle de l'information et de la communication dans ces négociations.

L'ouvrage fait l'état des lieux des négociations, l'apport des Accords de Cotonou et ce qu'il reste à faire ou à défaire.

Enfin, un chapitre intitulé "Moyens et outils de renforcement des capacités" argumente autour de la nécessité de "cibler l'information en fonction des acteurs et des besoins", "d'utiliser un langage approprié" ou encore "de savoir utiliser les médias". Le tout en renforçant la solidarité des pays ACP par des alliances et une gestion systématique de ces informations et de leur communication.

Pour une participation efficace des pays ACP aux négociations sur le commerce des produits agricoles : le rôle de l'information et de la communication
Rapport de synthèse d'un séminaire, Bruxelles, Belgique
27-29 novembre 2002
CTA, 2004, 82 p.
ISBN 92 9081278 8
CTA n° 1172
10 unités de crédit

Femmes, agriculture et TIC

À la recherche de toujours plus de partage et de diffusion de l'information dans les pays ACP, le CTA publie le rapport d'une réunion spéciale qu'il a tenue en 2002 à Wageningen, aux Pays-Bas. Celui-ci traite de l'amélioration de l'accès des femmes aux technologies de l'information et de la communication (TIC) pour un meilleur développement agricole et rural. Les nombreuses photos illustrent bien les sujets abordés, comme la nécessité d'améliorer l'accès physique des femmes à la technologie ou de prendre en compte les questions culturelles et sociales.

Les analyses de terrain sont suivies de deux chapitres ressources. Le premier présente des exemples de réussite aussi bien en termes de TIC comme source de revenus dans les régions rurales qu'en termes d'aide à la formation. Le second chapitre termine l'ouvrage en présentant les nombreux



partenaires qui peuvent aider à associer les femmes, l'agriculture et les TIC, sans laisser aucun des trois en marge.

La problématique hommes-femmes et l'agriculture dans la société d'information
Rapport spécial de la réunion du CTA, Wageningen, Pays-Bas
11-13 septembre 2002
CTA, 2004, 94 p.
ISBN 92 9081 284 2
CTA n° 1211
10 unités de crédit

Cultiver l'histoire



■ "En hommage à René Dumont", précise la dédicace du dernier ouvrage de Marc Dufumier. Et pour cause, la préoccupation centrale de ces 600 pages est celle du précurseur de l'écologie politique : "Savoir s'il sera possible de nourrir correctement une population croissante [celle du Tiers monde], avec des ressources naturelles de plus en plus disputées et une superficie agricole utilisée par habitant en constante diminution."

Pour répondre à cette question, le Professeur Dufumier, spécialiste de l'agriculture comparée et du développement agricole à l'Institut agronomique de Paris-Grignon, propose de suivre le

cheminement historique qui a conduit aux différents systèmes agricoles des pays en développement. Partant du Maghreb, il analyse l'agriculture paysanne et industrielle de l'Afrique jusqu'aux Caraïbes. Dans cette dernière région, il remonte à l'arrivée des Espagnols pour comprendre l'organisation humaine et agricole de ces îles.

De ces évolutions, parfois communes à plusieurs populations, il détermine des "tendances lourdes" dans l'orientation des choix agricoles, alimentaires et écologiques. De celles-ci pourraient (re)naître des solutions propres à assurer une sécurité alimentaire aux pays du Tiers monde, loin de "la voie tracée par les nations des pays déjà industrialisés : celle d'une chimisation et d'une moto-mécanisation toujours croissantes".

Agricultures et paysanneries des Tiers mondes
Par M. Dufumier
Karthala, 2004, 598 p.
ISBN 2 84586 548 1
32 €
Éditions Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris
France
E-mail : karthala@wanadoo.fr

Quatre pages de référence

■ Le site trilingue (français, anglais et espagnol) de SciDev.Net, le Réseau de la science et du développement, propose désormais une lettre d'information gratuite de quatre pages sur l'Afrique subsaharienne. Un numéro spécial, d'octobre 2004, est consacré au thème Communication scientifique et genre.

SciDev
Communication scientifique et genre
www.scidev.net/africanewsletter/scidev-afrique-oct04.pdf

Bassin de vie

■ Ce numéro spécial de *Bois et forêts des tropiques* est consacré au deuxième plus grand massif forestier tropical après l'Amazonie : le bassin du Congo. Plusieurs initiatives locales visent à faire de cette vaste région un espace forestier où les ressources sont conservées et utilisées de manière durable. Les réformes présentées sont fiscales, administratives, sociales ou environnementales et s'appliquent à la gestion des forêts dans leur ensemble ou à l'échelle d'un pays.

Spécial Bassin du Congo
Numéro spécial de *Bois et forêts des tropiques*
CIRAD, 2004, 100 p.
ISSN 0006 579X
22,87 €
Lavoisier abonnements
14, rue de Provigny
94236 Cachan Cedex
France
Fax : +33 1 47 40 67 00
E-mail : abonne.bft@lavoisier.fr
Version électronique payante sur <http://bft.e-revues.com/resnum.jsp?editionId=274>

Tropicultura, un site-revue

■ Le site Internet de *Tropicultura* se confond avec sa revue accessible gratuitement en PDF. Son contenu vise à améliorer le développement de l'agriculture et la gestion durable de l'environnement dans les pays du Sud. Il publie prioritairement des articles susceptibles d'avoir un impact concret et direct sur l'amélioration des conditions de vie des populations rurales et qui peuvent intéresser un très grand nombre de lecteurs.

Tropicultura
Agri-Overseas
Square du Bastion, 1A
1050 Bruxelles
Belgique
Fax : + 32 2 514 72 77
E-mail : ghare.tropicultura@belgacom.net
Site Web : www.bib.fsagx.ac.be/tropicultura/home/content/

Des ponts scientifiques et durables

■ Une seule idée tisse le fil rouge de cet ouvrage : le lien entre la science et la société est insuffisant. On peut y lire, par exemple, que l'innovation n'est pas nouvelle tant qu'elle n'est pas socialisée ou que les réformes ne comptent pas tant qu'elles ne sont pas issues d'un processus participatif. Pour parvenir à établir ce lien entre demande locale et solution globale, les auteurs proposent nombre de conseils pratiques à travers des exemples concrets.

Coopération et développement durable. Vers un partenariat scientifique Nord-Sud
Par J.-C. Bolay et M. Schmid
Coll. Logiques territoriales
Presses polytechniques et universitaires romandes, 2004, 200 p.
ISBN 2 88074 563 2
34 €
EPFL
Centre Midi
1015 Lausanne
Suisse
Fax : +41 21 693 40 27
Site Web : www.ppur.org

Évaluer la participation

■ Pas moins de huit professionnels du développement participatif se sont rassemblés pour rédiger ce recueil d'études de cas pratiques d'évaluation et de suivi participatifs. Résultat de l'interaction entre praticiens, universitaires, bailleurs de fonds et décideurs, l'ouvrage est à la fois théorique et pratique. Il propose des innovations méthodologiques, des réformes institutionnelles, et surtout de continuer à apprendre des changements passés.

L'évaluation et le suivi participatifs.
Apprendre du changement
Sous la direction de M. Estrella
Karthala/CRDI, 2004, 404 p.
ISBN 2 84586 532 5
29 €
(Karthala voir adresse page 11)

Partage des luttes

■ Le Service d'appui aux initiatives locales de développement (SAILD), basé au Cameroun, met en réseau un nouveau bulletin d'information. Destiné à ses membres, mais accessible en ligne à tous, le bulletin en est à son deuxième numéro. Baptisé *Dynamiques des zones*, ce bulletin rapporte par le menu le cheminement des communautés camerounaises engagées dans des expériences nouvelles visant à améliorer leurs conditions d'existence.

Dynamiques des zones
SAILD
BP 11955
Yaoundé
Cameroun
Fax : +237 222 5162
Site Web :
<http://64.91.253.81/~a151cecm/>
42.php

Insectes rentables



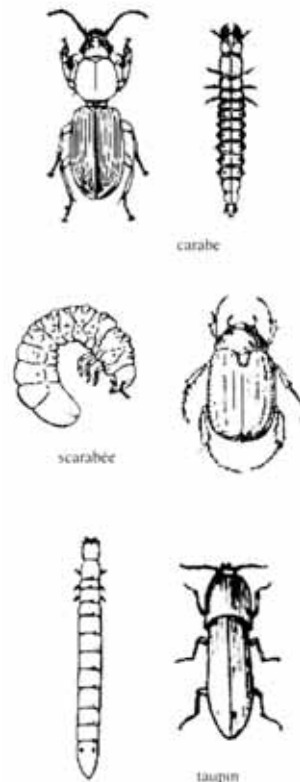
■ Blattes, asticots, vers de farine, moucheron, termites, grillons... autant d'insectes rassemblés dans un ouvrage qui présente les possibilités de les utiliser en élevage de rente dans les zones tropicales et subtropicales. Ces petites bêtes, produites dans des mini-fermes, pourraient servir à nourrir les plus gros animaux d'élevage des fermes traditionnelles.

Riches en graisses et en protéines, les larves peuvent représenter une alternative intéressante aux farines animales importées. La farine de grillon domestique peut utilement remplacer celle de soja dans l'élevage de poulets.

Les insectes peuvent aussi entrer directement dans l'alimentation humaine. "Parmi les très nombreuses espèces d'insectes vivant sur notre planète,

450 environ sont régulièrement consommées par l'homme", rappelle ce numéro spécial du bulletin édité par le Bureau pour l'échange et la distribution de l'information sur le mini-élevage (BEDIM).

Figure 4. Caractères physiques des coléoptères



L'élevage d'insectes peut également contribuer au développement d'activités rentables. Ainsi, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'élevage de papillons, commercialisés dans le monde entier, s'intègre à la vie villageoise.

L'ouvrage prodigue des conseils de base comme celui de ne pas consommer les insectes velus, épineux ou violemment colorés. Il met à la disposition des lecteurs une somme d'informations de haute qualité dont les résultats des nombreuses études sur la consommation d'insectes.

Rédigé par des ingénieurs agronomes, militants du mini-élevage et ayant l'expérience des pays chauds, *Zootecnique d'insectes* souhaite ainsi faciliter la tâche de ceux qui sont prêts à innover en leur proposant des techniques utilisées à travers le monde.

Zootecnique d'insectes.

Élevage et utilisation au bénéfice de l'homme et de certains animaux
Numéro spécial du Bulletin semestriel d'information sur le mini-élevage
Par J. Hardouin et G. Mahoux
BEDIM, 2003, 150 p.
ISSN 0779 3642
20 €

Faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux
Unité de zootechnie
2, passage des Déportés
5030 Gembloux
Belgique
Fax : +32 81 62 21 15
E-mail :
roubinkova.a@fsagx.ac.be

Un vent d'écotourisme souffle sur les îles

■ À l'heure de la démocratisation des loisirs, la rencontre entre tourisme et environnement n'est pas toujours heureuse. Surtout dans les zones insulaires où les milieux humains et naturels sont tout particulièrement fragiles.

De cette évidence est né le concept d'écotourisme qui, au-delà de ses multiples et subtiles définitions, a globalement un double objectif : protéger les zones naturelles menacées et contribuer au développement participatif des communautés locales.

Pour cela, tous les partenaires impliqués dans cette démarche écotouristique (y compris les acteurs économiques du secteur et l'État protecteur) doivent tendre à un équilibre durable entre intérêts écologiques et économiques.



À cette fin, l'ouvrage collectif *Tourisme, environnement et aires protégées* propose une vingtaine de réflexions et d'études, fondées sur la confrontation d'expériences dans les départements français d'Amérique (Guadeloupe, Martinique, Guyane), en Haïti et au Québec, province à

l'avant-garde de l'approche écotouristique.

La partie la plus théorique de ce livre envisage les aspects juridiques des aires protégées. Un de ses chapitres envisage la sensibilisation des communautés locales à la gestion du patrimoine environnemental. Les deuxième et troisième parties développent des cas plus concrets : par exemple, la problématique foncière et le tourisme en Haïti ou la gestion des parcs naturels en Guyane ou en Guadeloupe.

Tourisme, environnement et aires protégées (Antilles-Guyane/Haïti/Québec)
Série Îles et pays d'Outre-Mer
Sous la direction de J.-M. Breton
Karthala/CREJETA, 2004, 528 p.
ISBN 2 84586 562 7
32 €
(Karthala voir adresse page 11)

Hommes et forêt : une longue histoire



■ L'Institut de recherche pour le développement (IRD) publie un recueil de documents sur les *Peuplements anciens et actuels des forêts tropicales*. L'objectif est de déterminer l'impact passé de l'homme sur la forêt et de la forêt sur l'homme. Ce passé peut être lointain, voire préhistorique, ou plus récent, sur les cinquante dernières années. Dans un cas comme dans l'autre, les auteurs de cet ouvrage, des archéologues, des géologues, des géographes et des écobotanistes, croient aux vertus pédagogiques de ces études : grâce à une meilleure compréhension de l'interaction des hommes et de la forêt, ils espèrent pouvoir mieux gérer leur coexistence.

Dans la région de Pointe-Noire, au Congo, des chercheurs ont étudié l'impact de l'urbanisation sur la dynamique forestière naturelle. Au Cameroun, d'autres ont établi un bilan de la dynamique de contact entre la forêt et la savane au cours des quarante dernières années. Un autre article montre comment les outils naissent de la forêt et comment le bambou peut se transformer en lampe, râteau, etc. De quoi donner des idées à tous ceux qui, aujourd'hui, cherchent à tirer profit des ressources naturelles multiples et variées de la forêt. Avec une idée, cependant, qui traverse cet ouvrage de bout en bout, celle du conservatisme thaïlandais Pisit Charsnoh : "La forêt soutient les gens qui soutiennent la forêt."

Peuplements anciens et actuels des forêts tropicales
Sous la direction de A. Froment et J. Guffroy
Coll. Colloques et séminaires
IRD Éditions, 2004, 358 p.
ISBN 2 7099 1534 0
20 €
IRD
32, avenue Henri-Varagnat
93143 Bondy cedex
France
Fax : +33 1 48 02 79 09
E-mail : diffusion@bondy.ird.fr
Site Web : www.bondy.ird.fr/editions

Gibier d'élevage

Basé sur une expérience réalisée en Côte d'Ivoire, *L'élevage d'aulacodes* donne les clés pour faire de ces rongeurs des forêts et savanes africaines un aliment quotidien disponible en abondance sur les marchés. Depuis les techniques de différenciation du mâle de la femelle jusqu'à l'élevage en captivité étroite, en passant par la reproduction, l'étude des pathologies, tout est expliqué avec force photos et schémas. Un guide très pratique, donc, pour améliorer la performance des fermes et augmenter la part des protéines animales dans les régimes alimentaires des populations d'Afrique.

Cet ouvrage, issu des travaux du Programme d'appui au développement et à la promotion de l'élevage d'aulacodes en Côte d'Ivoire, a l'ambition de donner des pistes pour un développement de cette activité dans d'autres pays africains, sans que



l'espèce soit mise en danger par le braconnage ou un regain de consommation.

Avec cet ouvrage technique, l'aulacode pourrait passer du statut de gibier sauvage à celui de gibier d'élevage.

L'élevage d'aulacodes. Expérience en Côte d'Ivoire
Par A. Fantodji et D. Soro
Coll. Guide pratique
GRET/MAE/CTA, 2004, 136 p.
ISBN 2 86844 147 5
CTA n° 1213
10 unités de crédit

Information partagée, forêts protégées

■ Les forêts subissent nombre de menaces naturelles dont le feu, les insectes et les maladies. Ce numéro d'*Unasylva*, revue internationale des forêts et des industries forestières de la FAO, présente des démarches et des bilans pour que le flux de biens et services procurés par la forêt ne soit pas perturbé. L'idée est de faire de l'homme un acteur-clé de cette sauvegarde. Comme ni les insectes, ni les feux ne s'arrêtent aux frontières, les solutions sont parfois globales. Dans certains pays, elles passent même par une aide internationale. Dans d'autres cas, les solutions sont plus locales. L'homme est alors



appelé à intervenir selon des logiques participatives, par exemple pour l'organisation d'un déboisement raisonné de certaines forêts.

La revue envisage aussi les cas où l'action des hommes est un facteur d'aggravation (introduction de nouveaux parasites, de nouvelles maladies, etc.). Elle tente également de mettre en perspective des sujets polémiques comme les arbres génétiquement modifiés ou l'invasion d'arbres initialement censés lutter contre la désertification... Un numéro qui montre combien le partage de l'information est crucial pour trouver des pistes de gestion durable des forêts et non des solutions éphémères.

Menaces pour les forêts
Unasylva n° 217, vol. 55, 2004/2
FAO, 2004, 60 p.
ISSN 0251 1053
15 \$ US
FAO
Division de l'information
Service de la gestion des publications
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome
Italie
Fax : +39 06 5705 3360
E-mail : publications-sales@fao.org
Site Web : www.fao.org

Une forêt pour tous

■ Le XII^e congrès forestier mondial de 2003 avait mis l'accent sur les rôles multiples de la forêt pour les hommes, la planète et sa gestion harmonieuse. La synthèse de ces rencontres présente les conclusions et les recommandations qui en découlent. Elle prône une formation accrue des populations concernées, l'engagement des autorités politiques, etc., avec un leitmotiv : la forêt est source de vie.

La forêt, source de vie
Synthèse des actes du Congrès forestier mondial de Québec, du 21 au 28 septembre 2003
FAO, 2004, 142 p.
ISBN 92 5 205161 9
14 \$ US
(FAO voir adresse ci-contre)

L'élevage en revue

■ La *Revue africaine de santé et de productions animales* (RASPA), publiée par l'École inter-États des sciences et médecine vétérinaires de Dakar (EISMV), continue à publier régulièrement des articles originaux sur l'élevage en Afrique de l'Ouest. Au sommaire des deux premiers numéros de 2004, des articles sur l'influence de l'alimentation sur la qualité de la viande de porc au Bénin, la fièvre du Rift au Tchad, l'embouche ovine au Burkina Faso, etc. Cette publication qui se veut d'information scientifique et de formation professionnelle présente également des notes, des communications, des points de vue et des documents officiels relatifs à l'élevage.

RASPA
Abonnement annuel
pour 4 numéros
Afrique : 20 000 FCFA
Hors Afrique : 46 €
RASPA - EISMV
BP 5077, Dakar
Sénégal
Fax : + 221 825 42 83
E-mail : mgseydi@refer.sn

La Guinée par satellite

■ Cette cartographie de la morphologie et des sols de Guinée, réalisée par télédétection satellitaire (SPOT), est constituée de dépliants de 87 par 127 centimètres et abondamment illustrée. Trois annexes présentent tour à tour des extractions cartographiques et photographiques, des éléments du climat guinéen et des documents phytogéographiques montrant la distribution de plus de deux mille espèces végétales. Cet ouvrage s'adresse en priorité aux chercheurs, aux enseignants et aux étudiants.

Carte morphopédologique de la république de Guinée
au 1/500 000
Par Y. Boulvert
IRD, 2003
Coll. Cartes et notices
Notice explicative n° 114
ISBN 2 7099 1536 7
110 €
(IRD voir adresse ci-contre)

Séminaire annuel du CTA

Les TIC au secours de la sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire et nutritionnelle reste un défi majeur en Afrique subsaharienne. Une meilleure communication peut-elle contribuer à améliorer la situation et de quelle façon ? C'était là le thème central du séminaire annuel du CTA sur le *Rôle des outils d'information et de communication dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays ACP*, qui s'est tenu du 8 au 12 novembre 2004 à Maputo, au Mozambique. Il s'agissait d'analyser le rôle des outils de gestion de l'information et de communication (GIC) dans ce domaine



Les participants du séminaire de Maputo en novembre 2004



Le magazine Spore



Spore est le magazine bimestriel du Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – ACP-UE. Le CTA est régi par les Accords de Cotonou entre le groupe des pays d'Afrique,

des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne.

© CTA 2005, ISSN 1011 0054

Editeur :

Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – Accords de Cotonou ACP-UE

CTA, Postbus 380

6700 AJ Wageningen,

Pays-Bas

Tél. : +31 317 467 100

Fax : +31 317 460 067

E-mail : cta@cta.int

Site Web : <http://www.cta.int>

Rédaction :

Directrice de la rédaction :

Marie-Agnès Leplaideur

Syfia International

20, rue du Carré-du-Roi

34000 Montpellier, France

Fax : +33 4 67 52 70 31

E-mail : redaction.spore@syfia.info

Rédactrice en chef de la version anglaise :

Clare Pedrick

Via dello Spagna 18

06049 Spoleto (PG), Italie

Tél : +39 0743 225640

E-mail : english_spore@hotmail.com

Rédactrice en chef de la version française :

Denise Williams

Syfia International (adresse ci-dessus)

E-mail : redaction.spore@syfia.info

Ont participé à ce numéro :

J. Bodichon, E. Célestin, V. Fautrel,

A. François, V. Hild, R. Huggan,

F. Le Meur, A. Linard, J. Madeley,

D. Manley, P. Doole Mambo, C. Nforgang,

S. Ouattara, E. Tassé

avec l'appui éditorial du CTA

Mise en page : Intactile DESIGN, France

Design : B. Favre

Impression : Imprimerie Publicep, France

et d'en tirer des recommandations pour des actions concrètes à mener dans ces pays.

M^{me} Isatou Jallow, directrice de l'Agence nationale de la nutrition en Gambie, a exposé des données terribles sur les carences alimentaires en Afrique : l'apport calorique recommandé n'est pas atteint dans un tiers des pays africains et des millions d'enfants meurent chaque année des suites de la malnutrition. "La malnutrition vous poursuit toute votre vie et a des effets négatifs sur la génération suivante", a-t-elle déclaré. "Le cercle vicieux s'enclenche par la malnutrition des mères qui donnent naissance à des nourrissons trop maigres, qui à leur tour deviennent des enfants souffrant de carences alimentaires. Puis les filles sont enceintes trop jeunes et trop souvent, perpétuant ainsi ce cycle."

Le défi consiste à communiquer avec les décideurs politiques, à former et informer les

populations défavorisées. L'éducation des femmes doit constituer une priorité. Il est également vital de faire les bons choix en matière de technologies d'information et de communication (TIC), en fonction des groupes cibles.

Des médias éprouvés

On parle beaucoup du potentiel des TIC, mais le Dr Jean-Pierre Ilboudo, de la FAO, remet en question l'idée que "ce qui est nouveau est forcément meilleur". Les médias classiques qui ont fait leurs preuves – radio, TV, presse, etc. – demeurent des outils pertinents, de même que les méthodes de communication traditionnelles telles que le théâtre, la poésie et la chanson. Ces dernières pourraient d'ailleurs être rapidement intégrées par des TIC plus modernes. Quant aux nouvelles TIC, le P^r Venancio Massingue, de

Graça Machel : "Briser l'apartheid rural"

M^{me} Graça Machel, qui fut le premier ministre de l'Éducation du Mozambique après l'indépendance, est actuellement présidente de la Fondation du développement communautaire et membre de l'Organisation nationale des enfants du Mozambique. Lors du séminaire de Maputo, elle a passionnément défendu la nécessité d'accorder plus d'attention aux femmes.

Quelques extraits de son discours :

"Nous vivons une époque de progrès enthousiasmante et sans précédent. Mais hélas, trop de gens, en particulier dans les zones rurales, n'ont rien à mettre dans leurs assiettes. Nous devons nous demander quel est le problème ?"

"Avant de parler de communication, demandons-nous qui fait pousser ce que nous mangeons. Ce sont les femmes, n'est-ce pas ? Mais quelle catégorie de femmes ? Pas celles comme moi, qui portent le tailleur ! Ces femmes sont analphabètes. Elles ne savent pas compter, mais sont d'excellentes

gestionnaires. Pourtant, elles n'arrivent pas à produire de quoi nourrir leur famille entière toute l'année. La plupart habitent des zones très reculées. Ce sont elles qui nourrissent l'Afrique et elles vivent dans des lieux dépourvus d'infrastructures, de routes, d'électricité, d'écoles dignes de ce nom.

Il nous faut briser cet 'apartheid rural' si répandu. On doit améliorer les infrastructures. Nous voulons plus d'écoles pour instruire en particulier ces femmes. Nous avons besoin de moyens de communication accessibles et abordables, en langues vernaculaires. Nous devons mieux gérer l'environnement et l'eau en particulier, diversifier les cultures et améliorer les modes de transformation des produits agricoles."

"Les femmes produisent 70 à 80 % des aliments en Afrique. Nous connaissons leurs rôles mais nous ignorons leurs droits ! Ce sont elles qui portent les économies africaines – traversant les frontières pour acheter et vendre, pour le travail domestique et agricole –, tout ceci, ni vu ni connu, n'apparaît pas dans les statistiques. Mais les choses sont en train de changer : ce n'est pas un hasard si la présidente du Parlement de l'Union africaine est une femme. Nous nous sommes battues pour cela !"

Boîte postale 380

Des lecteurs de trois pays nous écrivent, qui s'emploient à diffuser de meilleures pratiques agricoles, conseils astucieux pour les cultures, techniques avicoles ou manière d'insuffler à la génération future la passion de l'agriculture.



À l'école agricole

Au collège de filles Chepareria à Kepenguria, au Kenya, l'agriculture est une partie importante du cursus. Pour le professeur **Kennedy Mukhwana**, les meilleurs résultats sont toutefois obtenus lorsque les filles sont autorisées à consacrer du temps en dehors de la classe aux cultures de la ferme-école : "La façon la plus efficace d'enseigner l'agriculture passe par la pratique."

Production avicole améliorée

Victoria Meremikwu, du Nigeria, professeur en sciences vétérinaires à l'université Cross River d'Olubra, écrit quant à elle pour nous faire savoir que "la production de poulets de chair, qui représente la méthode la plus rapide pour satisfaire les besoins en protéines animales de chaque pays, peut à présent être pratiquée par les petits paysans". Comme elle le souligne à juste titre, "les systèmes intensifs conventionnels, spécialement l'utilisation de poulets d'élevage, sont hors de portée de ces agriculteurs".

Pour trouver une solution à ce problème, un projet appuyé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI, Canada) a étudié les résultats d'élevages de poulets, en phase de démarrage, basés sur un système traditionnel. L'expérience incluait une étude comparative des différents régimes alimentaires, sur des poussins, traités aux antibiotiques, vitamines et suppléments minéraux et vaccinés, avant d'être distribués à douze ménages choisis au hasard, en vue d'un élevage fermier en basse-cour.

Les régimes étaient les suivants : système intensif d'élevage commercial de poulets

avec ration de finition pour le groupe témoin ; système fermier avec complément alimentaire à base de maïs ; système fermier avec complément alimentaire à base de germes de soja grillés riche en graisse ; système fermier à base de complément alimentaire de croissance d'origine commerciale. C'est cette dernière option qui a donné les meilleurs résultats en termes de taux de survie et de prix de revient au kilo, "démontrant que la production de volaille à la ferme, utilisant des poussins à haut potentiel, est possible, combinée à un apport relativement faible en intrants, sous forme de compléments alimentaires et de vaccins".

Nous vous remercions de partager ces essais intéressants avec nous. Espérons qu'ils se traduisent bientôt par un supplément de protéines animales pour les ménages nigériens et des bénéfices accrus pour les aviculteurs

Un ambassadeur de Spore au Ghana

Samuel Angyogdem, un de nos lecteurs du Ghana, est agent de santé et cultive un intérêt particulier pour l'agriculture ; lors de ses déplacements professionnels, il diffuse les conseils glanés çà et là dans notre revue. "Je sers de lien entre *Spore* et les gens les moins favorisés qui sont pour la plupart des paysans, explique-t-il. Je leur parle et leur donne des conseils sur le brûlis, le fumier obtenu par compostage, l'élevage et la culture... J'aimerais beaucoup lire dans la boîte postale un aperçu de la petite action que je mène pour améliorer la vie de quelques personnes."

Nous sommes heureux de vous donner satisfaction, M. Angyogdem. Poursuivez ce beau travail !

l'université du Mozambique, souligne que le manque de connaissances ne permet d'exploiter qu'une faible part de leur potentiel. Il insiste sur la nécessité d'investir dans le développement des compétences et des ressources humaines.

Si l'on veut que les politiques et les programmes en matière de GIC jouent leur rôle dans la sécurité alimentaire, l'état d'esprit des décideurs politiques doit évoluer, affirme le Dr Andrew Tema, de l'université Sokoine, en Tanzanie. Citant l'exemple de l'Ouganda, il a montré que la libéralisation, en 1997, des politiques de télécommunications avait ouvert la voie à l'investissement privé, avec pour résultat un système de communication qui appuie l'agriculture grâce à une radio rurale, des écoles pratiques d'agriculture, des centres de télécommunications et Internet. Des études de cas au Kenya, au Mali et au

Mozambique ont toutes prouvé que l'association des TIC aux radios rurales permettait un meilleur accès des populations rurales au marché, à l'information sur les maladies parasitaires et aux données agrométéorologiques. "Une des leçons majeures à tirer est que le pouvoir passe par le savoir, a déclaré le Dr Adrian Mukhebi, directeur exécutif de la bourse du commerce des produits agricoles du Kenya (KACE). Les petits exploitants agricoles acquièrent un pouvoir qui leur permet de négocier de meilleurs prix sur le marché."

L'accès aux TIC et leur coût demeurent toutefois de vrais défis. Selon le Pr Firmino Mucavele, de l'université Eduardo Mondlane, au Mozambique, l'Afrique ne dispose que de 2 % des lignes téléphoniques, moins de 1 % des connexions Internet, 0,2 % des télécopieurs et 0,4 % des contenus mis en ligne.

Services aux lecteurs

Ecrire à Spore

CTA
PO Box 380
6700 AJ Wageningen,
Pays-Bas
Fax : + 31 317 460067
E-mail : spore@cta.int

S'abonner à Spore

■ Recevoir la version imprimée

L'abonnement est :

- **gratuit** pour les organisations et particuliers vivant dans les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et dans l'UE : CTA Spore subscriptions, PO Box 173, 6700 AJ Wageningen Pays-Bas ou spore@cta.int
- **payant** pour toute autre adresse : 36 € par an (6 numéros) : abonnement à souscrire auprès du distributeur commercial (voir ci-dessous).

■ Recevoir le résumé gratuit par e-mail

Abonnez-vous à l'édition e-mail (90 kb) à : <http://spore.cta.int> ou envoyez un e-mail vierge à join-spore-fr@lists.cta.int Pour la version texte seulement : join-spore-text-fr@lists.cta.int

■ Lire Spore sur écran

- sur le Web : consultez spore.cta.int
- par satellite : captez les émissions de Spore Plus sur les canaux d'Afristar des programmes multimédia de la Fondation WorldSpace. Informations détaillées : spore@cta.int

Reproduire Spore

- Pour un usage non commercial, les articles de *Spore* peuvent être librement reproduits à condition de mentionner la source. Merci d'envoyer une copie à la rédaction.
- Pour toute reproduction à des fins commerciales, demandez l'autorisation préalable.



Publications

Pour obtenir les publications

Les publications du CTA identifiées dans *Spore* par la feuille verte sont disponibles gratuitement pour les abonnés au Service de distribution des publications (SDP) du CTA. Les autres lecteurs peuvent les acheter auprès du distributeur commercial du CTA.

Seules les organisations agricoles et rurales et les particuliers résidant dans les pays ACP peuvent s'abonner au SDP. Les abonnés au SDP bénéficient chaque année d'un certain nombre d'unités de crédit gratuites pour obtenir des publications du catalogue du CTA. La liste des publications disponibles est consultable dans le catalogue électronique du CTA (www.cta.int).

- Toutes les autres publications, qui sont précédées d'un carré orange, sont disponibles chez les éditeurs mentionnés ou dans les librairies.

Distributeur commercial

SMI (Distribution Services) Limited
PO Box 119
Stevenage
Hertfordshire SG1 4TP
Royaume-Uni
Fax : +44 1438 748844
E-mail : CTA@earthprint.co.uk
Site Web : www.earthprint.com



Président du ROPPA depuis 2000, Ndiogou Fall, qui exploite 10 hectares dans la région de Thiès au Sénégal, est engagé depuis 1974 dans la défense des agriculteurs de son pays et d'Afrique. Il a notamment été l'un des membres fondateurs du Conseil national de concertation des ruraux (CNCR).

Filières agricoles

Le coton, exemple à suivre

Le coton ne se mange pas. Et pourtant, pour Ndiogou Fall, président du ROPPA, le type de réflexion qui s'organise autour de cette filière, de son organisation et de sa gestion, tant au niveau local qu'international, peut contribuer à la sécurité alimentaire.

En mai 2004, à Cotonou, le Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) organisait un Atelier de concertation paysanne sur le développement de la filière coton en Afrique. Étaient notamment présents des producteurs des pays d'Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Centre, des représentants d'organisations paysannes européennes, de la FAO, des institutions de recherche, des ONG du Nord et du Sud et des personnes-ressources.

Tous ensemble, nous avons développé une grande réflexion sur le coton. Chaque pays a examiné sa filière, ses difficultés, ses contraintes, ses avantages. Cela a débouché sur des propositions de solutions à l'échelon régional ou international. Le souci était de parvenir à sérier de manière correcte ce que l'on devait faire à chaque niveau et d'appliquer le principe de subsidiarité cher au ROPPA. Ce qui prime pour moi dorénavant, c'est la mise en pratique de ces propositions concertées.

Pouvoir anticiper

Une des priorités que nous enseignent l'exemple du coton aujourd'hui, c'est l'importance de l'accès à l'information. Il faut organiser cet accès, le gérer et l'améliorer du niveau régional vers le niveau national ou international et inversement. Pour cela, nous devons examiner la situation de l'information, définir une stratégie politique d'information et de communication et la mettre en œuvre le plus rapidement possible.

L'analyse de la filière coton nous a également montré que le deuxième défi était celui de l'organisation et de la gestion des plates-formes, la formation des leaders paysans ainsi que des personnes-ressources du réseau. À ce stade, ces leaders ont besoin d'être soutenus en étant informés rapidement sur les événements dans les pays, dans la région et à l'échelle internationale. L'enjeu pour les responsables est de pouvoir comprendre en temps réel comment se dessinent les stratégies. Sans cela, ils ne seront pas capables d'anticiper.

Or, ce que nous voulons, ce n'est pas être une simple organisation qui enregistre tous les jours l'état de la filière. Nous voulons être

capables d'anticiper. Nous voulons pouvoir dire "voilà les évolutions qui se dessinent au niveau de mon pays et voilà les types d'organisations, d'actions que nous pouvons mettre en place pour les prévoir et le moment venu en tirer des gains".

Mais attention, nous ne sommes pas que des producteurs de coton. D'ailleurs, il n'y a pas un seul producteur qui ne fasse que du coton. Le coton pour nous est une porte d'entrée, un cas d'école. Et c'est ce même travail que nous envisageons pour d'autres filières et pour l'ensemble de l'exploitation agricole familiale.

Les céréales aussi

Il faut de la même manière travailler sur le riz, sur l'arachide et les oléagineux et surtout sur les céréales, puisque ce sont elles qui constituent l'alimentation principale de nos populations. Notre priorité est d'assurer la sécurité alimentaire des populations africaines en grande partie à partir de ce que

"Ce qui prime aujourd'hui, c'est l'accès à l'information"

nous produisons. C'est d'ailleurs l'objectif du programme "Afrique nourricière", qui cible de façon très précise la réalité de notre agriculture. Ce programme intègre des aspects d'agriculture céréalière, vivrière ainsi que des aspects d'agriculture à l'exportation, d'élevage, etc. C'est l'agriculture au sens large qui nous préoccupe et ce sur quoi nous essayons de travailler en ayant une compréhension claire du fonctionnement de chacune de ces filières. La filière représente une porte d'entrée pour nous permettre de comprendre l'ensemble du système et déterminer dans chaque secteur ce qui manque, ce qu'il faut faire ou modifier, etc.

D'une manière générale, il faut agir pour que, dans chaque pays, les membres du ROPPA puissent disposer de la capacité à

défendre avant tout leurs propres intérêts. Ensuite, si chacune des plates-formes défend bien ses intérêts au niveau de son pays, la tâche du ROPPA en sera beaucoup simplifiée au niveau international. Il s'agit de parler de développement international en prenant appui sur des plates-formes nationales. C'est pourquoi les questions informationnelles, organisationnelles sont importantes pour renforcer les capacités de chacun de ces acteurs.

Réflexion-action

Une fois ces organisations consolidées, elles permettront à nos membres – chacun dans sa famille, dans son foyer – d'améliorer son bien-être, ses conditions de vie et de travail. Si nous n'arrivons pas à cela, je considère que nous n'aurons rien fait. C'est pourquoi la réflexion doit être accompagnée par l'action. Autant on réfléchit sur des politiques, autant on doit mettre en place des programmes qui vont permettre d'améliorer chaque jour un peu plus les revenus des membres de la base. Cela est très important pour nous. Nous ne pourrions pas continuer avec des partenaires qui passent leur temps à réfléchir mais qui ne mettent jamais en œuvre les résultats de leurs réflexions. Il faut absolument que ce soit un système réflexion-action.

De petites pistes commencent à se dessiner. Elles nous mettent face à des partenaires auxquels nous ne sommes pas habitués. Cela suscite de l'espoir mais aussi de l'angoisse. Ces rencontres nous obligent à réfléchir au suivi efficace de ces choses qui commencent à se dessiner. Comment garantir la participation des producteurs ? Comment garantir que leurs propositions arrivent sur la table et qu'elles répondent aux préoccupations du moment ?

Autant de questions qu'il faut se poser pour parvenir à sortir certaines filières de la crise où elles se trouvent depuis longtemps. Vaste programme, mais c'est sur ces aspects-là que nous entendons mettre l'accent pour les années à venir.

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.